

Michèle Dagenais. *Faire et fuir la ville : espaces publics de culture et de loisirs à Montréal et Toronto aux XIX^e et XX^e siècles.* Québec, Presses de l'Université Laval, 2006. viii-252 p.

Colin M. Coates

Volume 9, Number 1, Fall 2008

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1022831ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1022831ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (print)

1927-9299 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Coates, C. M. (2008). Review of [Michèle Dagenais. *Faire et fuir la ville : espaces publics de culture et de loisirs à Montréal et Toronto aux XIX^e et XX^e siècles.* Québec, Presses de l'Université Laval, 2006. viii-252 p.] *Mens*, 9(1), 169–172.
<https://doi.org/10.7202/1022831ar>

Michèle Dagenais. *Faire et fuir la ville : espaces publics de culture et de loisirs à Montréal et Toronto aux XIX^e et XX^e siècles*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2006. viii-252 p.

Malgré l'essor relativement bref de l'histoire urbaine pendant les années 1970, l'historiographie des villes au Québec et au Canada demeure relativement sous-développée. Par exemple, nous disposons de peu de « biographies urbaines » récentes, des synthèses de l'histoire de villes particulières. L'ouvrage de Michèle Dagenais est d'autant plus utile. Tout en renouvelant l'intérêt pour l'histoire urbaine, elle y apporte des approches novatrices : histoire de l'environnement, histoire culturelle, histoire comparative. Ce livre intègre huit textes parus dans diverses revues scientifiques et recueils d'articles depuis 1996. Trois des chapitres comparent Montréal et Toronto, tandis que les autres se concentrent sur la métropole québécoise.

Parmi les fils conducteurs de ce volume, comme l'annonce le titre, sont les concepts d'« espace » et de « public ». D'après l'auteure, au cours des premières décennies du vingtième siècle, habiter la ville devient la norme au Canada (même si j'aurais tendance moi-même, considérant le décalage entre mentalités et réalités démographiques, à situer le moment où la vie urbaine devient dominante au Canada plus tard, après la Seconde Guerre Mondiale). Par la concentration de population, la ville crée de nouveaux enjeux concernant la gestion des espaces et les relations entre les classes, ethnies, genres et groupes religieux. Pendant la période couverte par ces études, grosso modo entre 1870 et 1940, des élites réformatrices proposent une plus grande implication gouvernementale dans la vie quotidienne urbaine pour régler les conflits possibles. Elles visent donc une certaine « modernité ». Ce faisant, elles font face à des

sentiments d'opposition, à l'idée que les municipalités devraient plutôt se concentrer sur les égouts, les rues et les incendies. Au cours de la période, on peut constater la transformation des gouvernements municipaux d'organismes de régulation en « des institutions interventionnistes engagées de plus en plus directement dans le gouvernement de la ville dans son ensemble » (p. 10).

La professeure Dagenais propose une série d'études de cas, avec quatre textes sur les parcs et les loisirs municipaux. Espace public par définition, le parc pose la question de l'accès. À Montréal, une certaine partie de l'élite s'oppose à l'extension du tramway au parc Mont-Royal. C'est la francisation de la mairie qui permettra le changement, et le tramway est ouvert en 1930. À Toronto, les pasteurs protestants veulent maintenir le caractère sacré du dimanche et ils convainquent la ville de supprimer les loisirs collectifs, tels le baseball ou le patinage, dans les parcs et ce, jusqu'aux années 1940. Des sports plus élitaires, comme le tennis, sont permis, mais non les plus « populaires ».

Plusieurs de ces études nous rappellent l'influence des églises sur la société canadienne. Si les institutions municipales sont publiques, peuvent-elles échapper à une vision cléricale de la société ? L'archevêque de Montréal, M^{gr} Paul Bruchési s'oppose aux propositions visant la construction d'une bibliothèque publique de peur qu'elle soit trop laïque. La Bibliothèque de Montréal ne sera établie qu'en 1917.

Mais si Montréal tire de l'arrière dans le domaine des bibliothèques publiques, tel n'est pas le cas en ce qui concerne le Jardin botanique. Fruit de la Dépression des années 1930 et du travail des chômeurs, le Jardin botanique doit ses origines aux liens étroits entre le célèbre botaniste montréalais frère Marie-Victorin, le maire de Montréal Camillien Houde et le premier ministre du Québec Maurice Duplessis. Le caractère relativement étroit de l'élite urbaine paraît ainsi im-

portant. Par la création du Jardin botanique, Montréal fait figure pionnière alors parmi les villes canadiennes, en érigeant une institution vouée non seulement à la détente mais aussi à la recherche.

La gestion des loisirs comporte des connotations particulièrement politiques. La ville doit-elle investir des fonds publics dans des institutions urbaines culturelles et des espaces publics ? Quel public doit bénéficier de ces nouvelles institutions et de ces nouveaux espaces ? Dans le cas du Parc Lafontaine, l'espace symbolise la francisation de la ville. Lieu principal de la célébration de la Saint-Jean, le parc devient pendant plusieurs décennies un espace nationaliste canadien-français par excellence.

Un parc peut bien avoir plusieurs usages. Comme tous les parcs municipaux, le Parc Lafontaine et les autres parcs municipaux, tant à Montréal qu'à Toronto, deviennent des espaces où les installations et les programmes récréatifs offrent une possibilité pour la municipalité de s'attaquer aux problèmes sociaux en créant des loisirs sains. Ainsi, « la scène municipale se révèle ainsi être un lieu d'expérimentation qui participe à la transformation en cours des rapports sociopolitiques dans la foulée de l'émergence de l'État-providence » (p. 161).

Si la ville présente de nouvelles possibilités, elle change aussi le rapport entre les humains et la nature. Ainsi, au moment de la croissance de la population de Montréal, des citadins mieux nantis tentent de fuir les chaleurs de l'été pour passer des vacances en région rurale à l'ouest de l'île et au nord sur l'Île Jésus. Le mouvement de villégiature recrée des formes urbaines, qui peuvent entrer en conflit avec des citoyens de la localité. Les plus riches ont accès à des chalets d'été et désirent de plus en plus d'aménagements de type urbain dans ces lieux de détente. (Une comparaison avec l'ex-

périence torontoise de la villégiature dans les Muskokas et les Kawarthas serait très intéressante.)

Alors, au XX^e siècle, la ville devient le symbole de la modernité, mais ses élites et ses habitants reconnaissent que plusieurs aspects d'une vie saine lui manquent – il faut créer de nouvelles formes d'institutions et de loisirs pour certains, et permettre la possibilité de fuir la ville pour d'autres. La plus grande démocratisation des loisirs et de la villégiature et l'adoption plus répandue de l'automobile après la Seconde Guerre mondiale imposent, on peut le croire, d'autres enjeux.

Avec ce recueil de ses textes, la professeure Dagenais nous propose plusieurs pistes de recherches très importantes dans l'histoire des villes canadiennes. On peut souhaiter d'autres études similaires des villes canadiennes et québécoises, et davantage d'études comparatives, qui nous permettraient de mieux cerner le sens culturel, environnemental et politique de l'urbanisation massive en Amérique du Nord au XX^e siècle.

Colin M. Coates
Collège universitaire Glendon
Université York

E.-Martin Meunier. *Le pari personnaliste. Modernité et catholicisme au XX^e siècle.* Montréal, Fides, 2007. 369 p.

C'est à une véritable traversée du XX^e siècle que nous convie E.-Martin Meunier dans cet ouvrage, *Le pari personnaliste*, qui propose une lecture savante et pénétrante des rapports entre catholicisme et modernité. Le livre appréhende l'ensemble des transformations survenues au sein de